COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE
DEPARTEMENT DES HAUTES ALPES
ARRONDISSEMENT DE BRIANCON

**PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 29 JUIN 2015**

Nombre

De conseillers en exercice : 11 de présents : 8 de votants : 11 date de convocation : 22 juin 2015

L'an deux mil quinze le 29 juin, les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de PUY SAINT ANDRE se sont réunis en mairie, après convocation légale, sous la Présidence de Pierre LEROY, Maire.

Etaient présents : Pierre LEROY, Estelle ARNAUD, Jean Luc PEYRON, Michel CAMUS, Alain PROUVE,
Olivier REY, Henri FAURE GEORS, Maryline VERKEIN

Absents représentés : Jean GABORIAU donne procuration à Estelle ARNAUD
Luc CHARDRONNET donne procuration à Maryline VERKEIN
Magali MEYZENC donne procuration à Alain PROUVE

Absents non représentés : /

Le conseil approuve et signe le compte rendu du précédent Conseil Municipal réuni en séance publique.

Lecture est donnée de l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

FINANCES

ASSURANCE

autorisation donnée au Maire de signer les avenants

CONVENTIONS PLURIANNUELLES DE PATURAGE BOVINS ET OVINS AFP / COMMUNE

En forêt communale relevant du régime forestier

SINISTRE SALLE DES ASSOCIATIONS

Travaux de remise en état

CONVENTION CENTRE DE GESTION 05 / COMMUNE

Service remplacement

Avenant n° 1 à la convention du 5 septembre 2013

RESERVE NATURELLE REGIONALE DES PARTIAS

Co-gestion commune / Ligue pour la Protection des Oiseaux PACA

aide financière

AIRE DE JEUX CHEF LIEU

Acquisition jeu sur ressort

Objet : FINANCES
ASSURANCE
Autorisation donnée au Maire de signer les avenants

Le Maire expose :

Le poste financier relatif aux assurances des bâtiments communaux, véhicules, engins de chantier, élu...représentait une dépense conséquente pour la collectivité.

En 2012, l'offre du nouveau prestataire a permis de réduire les dépenses sur ce poste de 70%.

Ce contrat d'assurance arrivé à échéance au 31 décembre 2014 a été prolongé par avenants jusqu'au 30 juin 2015

Confronté à des circonstances exceptionnelles, la collectivité est dans l'impossibilité de respecter les délais réglementaires pour la relance du marché public assurance.

De ce fait, il y a nécessité absolu de prolonger les contrats existants par des avenants de 6 mois c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2015.

En accord avec les services du contrôle de légalité,

Après avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

Autorise le Maire à signer les avenants avec la société SMACL

Autorise le Maire à régler les dépenses

Dit que les crédits seront prévus au budget 2015

Objet : FINANCES

ASSOCIATION FONCIERE PASTORALE / COMMUNE
CONVENTIONS PLURIANNUELLES DE PATURAGE BOVINS ET OVINS
En forêt communale relevant du régime forestier

Suite à des erreurs matérielles, cet acte remplace celui du 02 octobre 2014 n°58 et du 4 décembre le n°67

Vu l'Annexe 5 de l'arrêté préfectoral n° 2007-298-21 du 25/10/2007 relatif aux conventions pluriannuelles de pâturage ou d'exploitation agricole,

Vu les articles R 214-28 du code financier et L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales **sous forme de vente d'herbes ou de produits dans les cantons reconnus défensables de la forêt communale de Puy Saint André ;**

Après que l'ONF ai déterminé le nombre et l'espèce des animaux qui peuvent être introduits dans chacun des cantons reconnus défensables de la forêt désignée ci-dessus, la Commune de Puy Saint André a entendu procéder à une dévolution amiable de l'exploitation du pâturage.

Il est nécessaire de prévoir des conventions entre la Commune de Puy Saint André et l'Association Foncière Pastorale de Puy Saint André pour le pâturage en forêt communale relevant du régime forestier.

Deux conventions pluriannuelles de pâturage bovins et ovins vont définir les modalités techniques et financières entre chaque partie sous le couvert de l'Office National des Forêts.

Elles sont proposées pour 5 ans.

Lecture est donnée de ces documents.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

D'Approuver les termes des conventions.

D'Autoriser le Maire à signer ces conventions.

Objet : FINANCES

SINISTRE SALLE DES ASSOCIATIONS
Travaux de remise en état

Une fuite d'eau importante a eu lieu courant 2013 et a imbibé le sol de la salle des associations.

Les cloisons en Placoplatre ont été dégradées gravement par les remontées d'humidité. Une expertise a été réalisée le 4 février 2014 accordant à la commune une indemnité de 8 908.68 € qui nous été versée fin février 2014, tenant compte d'un partie de vétusté.

Pour la réalisation de ces travaux, plusieurs entreprises ont été consultées :

Lecture est donnée du tableau d'analyse des offres, deux sociétés sur trois ont répondu favorable à la consultation,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

Décide de retenir l'entreprise MIAZZI pour un montant de 8 446.51 €HT soit 10 135.812.TTC pour les travaux de réhabilitation de la salle des associations;

Autorise Le Maire à régler la dépense ;

Dit que les crédits sont prévus au budget communal 2015.

Objet : FINANCES

CONVENTION CENTRE DE GESTION 05 / COMMUNE

Service remplacement Avenant n°1 à la convention du 5 septembre 2013

La collectivité fait appel au service remplacement du centre de gestion des Hautes Alpes pour le recrutement de certains agents.

Une convention avait été signée entre les deux parties le 5 septembre 2013 définissant les modalités techniques et financières.

En 2014 et 2015, les grilles indiciaires de la Fonction Public ont été réévaluées. Le conseil d'Administration du Centre de Gestion des Hautes Alpes, lors d'une délibération du 23 février 2015, a modifié les tarifs du service remplacement suivant cette réévaluation.

Un avenant n°1, prenant en compte ces changements, est proposé à la collectivité.

Lecture est donnée de ce document.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

Autorise Le Maire à signer l'avenant n°1 et à régler la dépense ;

Dit que les crédits sont prévus au budget communal.

Objet : FINANCES

RESERVE NATURELLE REGIONALE DES PARTIAS

Co-gestion commune / Ligue pour la Protection des Oiseaux PACA

aide financière

Depuis 2010, la région PACA a désigné la Ligue pour la Protection des Oiseaux PACA et la commune de Puy Saint André co-gestionnaire de la réserve naturelle régionale des Partias.

Il est proposé aux membres du conseil municipal est de soutenir la LPO PACA dans sa mission de gestion de la RNR des Partias, aux côtés de la commune de Puy-Saint-André, en lui permettant d'acquérir le matériel nécessaire à la protection du lac des Partias.

La protection de la végétation aux abords du lac est testée depuis 2011 avec pose d'une clôture électrique pour empêcher l'accès des troupeaux sur la moitié amont du lac.

Néanmoins, celle-ci n'est pas entièrement satisfaisante du fait :

-de la puissance trop faible de la batterie ne créant pas une barrière suffisante pour les vaches qui finissent par faire tomber la clôture,

-du périmètre trop restreint.

Il en ressort que l'expérience est concluante sur l'intérêt que présente la mise en défens des berges du lac (aspect paysager) mais mérite d'être améliorée.

Le comité consultatif de décembre 2013 s'est montré favorable à la mise en œuvre d'une action de restauration autour du lac : une clôture autour du lac associée à un abreuvoir à proximité de la cabane du berger (où disposer également le sel).

Aussi, il est envisagé d'acquérir un nouveau système composé d'une batterie plus puissante avec panneau solaire, de piquets en fer et une clôture trois fils. Cette clôture sera mise en place autour de l'ensemble du lac, soit env. 500 mètres linéaires, en début d'estive, en collaboration entre la LPO et l'éleveur, et démontée en fin d'estive.

Une partie de ce matériel peut être financé par la collectivité,

Une réflexion d'engage au sein du conseil municipal,

Il est proposé de verser une aide financière à la LPO d'un montant de **1 411 €** pour 2015.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

Autorise le Maire à réaliser versement de 1 411 € à la LPO

Objet : FINANCES

AIRE DE JEUX CHEF LIEU

Acquisition jeu sur ressort

La commune de Puy Saint André possède deux aires de jeux pour enfants régulièrement contrôlées par un bureau spécialisé.

Dans l'espace de jeux de la place Joseph Violin au chef lieu, il est nécessaire de remplacer un jouet sur ressort cassé.

Plusieurs prestataires ont été consultés.

Il est présenté aux membres du Conseil Municipal les différentes propositions reçues.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

Décide de retenir l'entreprise ALTRAD pour un montant de 559.50 HT

Autorise le Maire à signer le devis et régler la dépense.